

Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*Didier Robert
rempile au service
des patrons*

Page 3

*La coup kann la
fini...travayer
toujour mizer !*

Page 4

*Il faut de vraies
mesures pour
lutter contre
l'échec scolaire !*

Page 5

*Abattoir de porcs
de Saint Pierre :
la lutte a payé*

Page 7

APRÈS LES RÉGIONALES LES MANŒUVRES CONTINUENT... TOUJOURS PLUS À DROITE, COMME AVANT



S'ils parlent de tout changer, c'est pour ne rien changer

« Il faut changer la manière de faire de la politique » ! C'est, depuis les régionales, la comédie que nous jouent les politiciens. Et les voilà repartis pour les guerres intestines, pour les manœuvres et les promesses bidon à la population.

À droite, la ritournelle du changement, vise surtout à déboulonner Sarkozy. Et Bruno Le Maire ou Nathalie Kosciusko-Morizet, qui ont tous deux été ministres du gouvernement Sarkozy-Fillon, de prêcher pour leur paroisse en clamant la nécessité de renouveler et de rajeunir le personnel politique !

À gauche, Hollande et Valls sont à la manœuvre. Après avoir repris les idées de la droite et du FN pour renforcer leur politique guerrière et sécuritaire qui ne nous protégera en rien contre le terrorisme, après avoir demandé au PS de retirer ses listes dans trois régions et fait voter pour les candidats de droite afin de battre le FN, ils se posent au-dessus des partis en rassembleurs de la nation.

Pour le symbole, le président de la République est allé saluer Xavier Bertrand, ex-ministre de Sarkozy, fraîchement élu à la région Nord-Pas-de-Calais Picardie.

De son côté Valls a multiplié les appels du pied à la droite pour former une « union nationale contre le chômage », ou un « pacte républicain pour l'emploi »... Un pacte qui intéresse évidemment le Medef au plus haut point pour arracher de nouvelles exonérations et généraliser la précarité.

Que le PS et la droite puissent collaborer ne surprendra personne, ils sont interchangeables. Cadeaux au patronat, coupes dans les budgets de la santé, suppressions d'emplois dans la fonction publique, recul des droits à la retraite... il est devenu difficile de démêler qui, de la droite et de la gauche, a le mieux servi la bourgeoisie.

Si les observateurs de la vie politique passent leur temps à s'interroger pour savoir si Macron ou Valls sont de « gauche » ou « socialistes », c'est bien la preuve que ces mots ont été vidés de leur sens et n'ont plus aucun rapport avec les intérêts des travailleurs ! Car leur politique est, de bout en bout, anti-ouvrière.

La loi de 2013 légalisant le chantage à la « compétitivité » et autorisant la baisse des salaires est une loi anti-ouvrière. La loi Macron, qui a restreint les droits des salariés licenciés et banalisé le travail du dimanche, en est une autre. Et la réécriture du code du

travail qui remplacera les protections collectives par des droits à la carte, entreprise par entreprise, voire salarié par salarié, en sera une autre, et de la pire espèce.

Et si, à l'avenir, la gauche et la droite s'entendent, ce sera une manière différente... de mener la même politique. Car, pour ces politiciens, gouverner, c'est favoriser les affaires du patronat, c'est le subventionner à coups de milliards, c'est adapter les lois à l'exploitation capitaliste moderne.

Et à ces politiciens de gauche et de droite, il faut désormais ajouter le Front national et ses jeunes loups. Comme ils n'ont jamais gouverné et qu'ils se singularisent par leur démagogie nationaliste, protectionniste et anti-immigrée, ils font plus illusion que les autres, mais ils défendent la même vision de la société.

Comme le PS ou la droite, le FN ne jure que par l'intérêt des entreprises, la compétitivité et les parts de marché. Comme si la rentabilité et les profits des possédants faisaient le bonheur des exploités !

Des millions de travailleurs font chaque jour l'expérience de ce qu'est la compétitivité, ils savent ce qu'elle coûte au monde du travail en licenciements, en précarité, en bas salaires et en augmentation de cadences.

La compétitivité, c'est le nouveau mot pour justifier l'aggravation de l'exploitation et de la lutte de classes dans les entreprises. Tous les partis qui la réclament font le jeu du patronat. Et pendant qu'ils amusent la galerie avec leurs guéguerres politiciennes, la vraie guerre, celle que le patronat mène contre les salariés, se poursuit.

La semaine dernière, à coups de chantage à la délocalisation, la direction de l'usine Smart dans le département de La Moselle a décidé d'augmenter le temps de travail à 39 heures payées 37. À la SNCF, la direction a annoncé la suppression de 1600 emplois pour 2016 car, comme dans toutes les grandes entreprises, la suppression d'emplois y est une obsession... Et après, on s'étonnera que le chômage augmente !

Il n'y a rien à attendre de tous ces politiciens. La politique apportera du nouveau pour les travailleurs quand ils seront eux-mêmes capables de rendre les coups au patronat qui les exploite. Lorsqu'ils seront capables d'imposer à la bourgeoisie que le fruit de leur travail serve aux emplois, aux salaires, aux retraites c'est-à-dire aux intérêts du plus grand nombre et à l'épanouissement de toute la population.

APRES LES REGIONALES LES MANŒUVRES CONTINUENT... TOUJOURS PLUS A DROITE, COMME AVANT

La leçon à tirer du résultat final de ces dernières élections régionales, c'est que l'électorat est entraîné de plus en plus vers les votes à droite et à l'extrême-droite. La politique du gouvernement loin d'endiguer cette évolution la favorise avec son état d'urgence, ses appels à voter à droite et sa politique anti ouvrière.

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme les manifestations de rue des écologistes pendant la tenue de la COP 21 ont été interdites. L'ordre des trusts pétroliers, premiers pollueurs de la planète doit régner !

Pour la quatrième année consécutive l'augmentation du SMIC ne sera pas revalorisée et les bas salaires vont continuer à perdre du pouvoir d'achat.

Le patronat continue d'être abreuvé de subventions publiques, d'exemptions de cotisations sociales et de baisses d'impôts. Et peu importe si la dette de l'Etat explose, c'est à la population laborieuse qu'on présentera la note !

Les partis qui aspirent à gouverner pour le compte de la bourgeoisie ont tous ce même programme.

Pour le combattre les travailleurs ne feront pas l'économie de luttes collectives pour la défense des intérêts vitaux du monde du travail et en réalité de l'ensemble de la société.

CE QU'INSPIRE À VALLS LE RÉSULTAT DU DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Au sortir du deuxième tour des élections régionales Manuel Valls, premier ministre PS, se répand en déclarations du genre : « Je veux entendre le message des électeurs en tournant le dos au sectarisme », « Je veux sortir mon pays de cette accoutumance au chômage ».

En effet, avant le second tour les dirigeants du PS ont fait preuve de bien peu de sectarisme... en appelant à voter pour la droite, au prétexte de faire barrage au Front National !

Résultat de l'opération le Front national a augmenté son score de 800 000 voix entre les deux

tours, la droite de 3,2 millions de voix et le PS n'aura plus aucun représentant pendant 5 ans dans les deux régions où il s'est désisté en faveur de la droite !

Quant à sa déclaration sur le chômage, auquel le pays se serait accoutumé, elle souligne le mépris dans lequel Valls tient les travailleurs. Les chômeurs ne sont pas accoutumés au chômage, ils le subissent, ils y sont contraints par les patrons qui ne créent pas d'emplois, mais au contraire licencient sans retenue ni contrainte.

Valls, le premier ministre platement au service de la bourgeoisie, ne change rien : agiter le danger d'une victoire de l'extrême droite lui tient lieu de programme et le chômage massif lui sert de prétexte pour faire des cadeaux au patronat.

Il est grand temps que le monde du travail reprenne confiance dans sa force collective pour changer ce système de fond en comble.

DIDIER ROBERT REMPILE AU SERVICE DES PATRONS

Réélu président de la Région, Didier Robert, leader de la droite réunie, a rappelé qu'il a effectué un « accompagnement sans précédent » des acteurs du monde économique, en particulier dans le tourisme, les énergies nouvelles, le numérique, les filières de l'industrie agro-alimentaire, de la recherche, de l'innovation. Autrement dit, les capitalistes de ces secteurs ont empoché des millions d'aides que ce soit sur les fonds propres de la Région ou par le biais des fonds européens, gérés par elle.

Le projet « d'émancipation » que pose aujourd'hui Didier Robert porte la « même logique », c'est-à-dire continuer à accompagner les entreprises pour, prétend il, créer des emplois. Mais pendant cinq ans, il n'a fait que cela, tenir la main des capitalistes locaux sans que le chômage n'ait reculé d'un iota.

Comme précédemment, le président de la Région veut faire prévaloir la « préférence réunionnaise » dans la région Océan Indien, ce qui signifie dans les faits intervenir auprès du gouvernement français pour que soient adaptés les lois et les règlements administratifs afin de permettre aux capitalistes d'exploiter encore plus les travailleurs de la Réunion et d'autres pays alentours.

C'est cela le sens de la « nouvelle société » que désire Didier Robert. Une société où les patrons auront encore plus la liberté d'écraser les travailleurs pour s'enrichir toujours plus sur leurs dos.

LA COUP KANN LA FINI...TRAVAYER TOUJOUR MIZER !

La campagne sucrière s'est terminée respectivement le 14 décembre dans le nord et l'est et le 18 dans le sud et l'ouest.

Celle-ci est meilleure que l'an dernier, surtout en tonnage de cannes. Même si la richesse en sucre est paraît-il moins bonne, Tereos qui exploite les deux usines sucrières de l'île assure que la quantité de sucre « au champ » est sensiblement la même que pour la campagne 2014. Avec cette baisse de richesse en sucre les planteurs pourraient perdre globalement un ou deux euros par tonnes de canne. Mais, comme le rappellent le président du principal syndicat de planteurs et le président de la Chambre d'agriculture, cette perte est largement compensée par l'augmentation du prix des sous produits (principalement la bagasse) payés aux planteurs qui sont passés en six ans de 1,80 euros à 15,40 euros par tonne de cannes grâce aux subventions publiques.

Alors que les principaux syndicats des planteurs et la Chambre d'agriculture considèrent qu'il y a eu encore trop de cannes restées au « pied » à cause du refus de l'usinier de prolonger la campagne de quelques jours, ce dernier se satisfait de son « quota » qui va lui permettre d'engranger de juteux profits tout comme les gros planteurs d'ailleurs.

Pendant toute la durée de la campagne, comme au cours des précédentes, les syndicats des planteurs, relayés par la presse, n'ont cessé de répéter à tue tête que les planteurs avaient du mal à trouver des coupeurs de cannes. Pourtant à l'issue de la campagne les cannes ont bien été coupées, en plus grand tonnage, sans que les planteurs aient eu à prendre leur sabre plus que d'habitude et sans qu'ils aient eu recours de façon massive à la coupe mécanique.

Jusqu'à preuve du contraire, ce sont bien les ouvriers agricoles qui ont abattu plus de 60 % des cannes à la main ! Car malgré toutes les jacasseries sur le sujet, la main d'œuvre ouvrière payée à 13 ou 15 euros la tonne est encore profitable pour beaucoup de planteurs.

Si les gros planteurs et les usiniers ont des raisons de se frotter les mains, des ouvriers agricoles, les ouvriers d'usine et même les petits planteurs, bonne campagne ou pas, doivent toujours se débattre avec des revenus qui leur permettent tout juste de boucler leurs fins de mois.

Après cinq mois d'activité presque la totalité des ouvriers agricoles, les ouvriers saisonniers d'usine

et du CTICS, vont se retrouver avec leur seul RSA et les allocations chômage pour tenir jusqu'à la prochaine campagne.

De campagne en campagne, la situation des travailleurs ne s'améliore pas, voire empire.

Il serait de juste qu'ils aient un travail pérenne et des salaires décents pour vivre correctement.



TOUT POUR LE CAPITAL

D'après une étude de l'Insee, l'économie de la Réunion est repartie à la hausse après la crise de 2009. Dès 2011, le Produit Intérieur Brut de la Réunion augmentait de 5,7 % et le taux de marge des entreprises réunionnaises atteignait 39,6 % contre 32,5 % en métropole.

Parions que les chiffres d'affaires et les profits des grands groupes locaux n'ont pas diminué depuis 2011. La crise, les capitalistes ne connaissent pas !

RIEN POUR LE TRAVAIL

L'austérité, ce sont les salariés, les retraités et les chômeurs qui la subissent. Le SMIC ne permet pas aux ouvriers et employés de s'en sortir. Une grande partie des retraités ne perçoivent même pas le montant du seuil de pauvreté et les chômeurs végètent au chômage faute d'embauches.

À la Réunion, deux chômeurs sur trois sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, contre 43 % en métropole.

Il y a une certaine logique qui explique ce constat désastreux sur le plan social, cette logique, c'est celle de la surexploitation des travailleurs et de la liberté totale laissée aux patrons en matière de fixation des prix. Ce qui n'est pas distribué sous forme de

salaires, de pensions ou de minima sociaux va directement grossir le magot des exploiters.

ÉDUCATION NATIONALE

IL FAUT DE VRAIES MESURES POUR LUTTER CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE !



Malgré toutes les réformes mises en place par le gouvernement, depuis la réforme de l'école primaire jusqu'à la réforme des collèges et des lycées, la situation des jeunes n'a pas changé.

L'échec scolaire ne se résorbe pas à la Réunion. Il y a toujours plus de 10% d'illettrés chez les jeunes de moins de 26 ans et plus de 100 000 jeunes ne disposent en sortant de l'école d'aucun diplôme pour chercher du travail.

La mise en place des REP (Réseaux d'Education Prioritaire) et l'extension des ZEP (Zones d'Education prioritaire) dans les lycées et collèges n'a pas permis d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves.

Un des exemples les plus visibles est la réforme de l'école primaire où la mise en place des Temps d'Activité Périscolaire consistait à la mise en place d'activité en lien avec le projet éducatif.

Dans la réalité, le TAP est devenue une simple activité ludique sans aucun lien avec le projet éducatif, une mesure qui a réduit le temps d'activité scolaire sans que l'apprentissage des enfants soit amélioré.

Autre exemple, la mise en place dans les lycées du dispositif de lutte contre le décrochage scolaire dans le second degré. Ce dispositif consiste à faire intervenir dans les lycées des personnels extérieurs, médiateurs, assistantes sociales et éducateurs spécialisés, un dispositif qui sur le papier serait intéressant, mais qui, en réalité, vu le trop faible nombre d'intervenants, pose problème.

En fait, tous ces dispositifs n'ont jamais été accompagnés des moyens humains et matériels suffisants pour les rendre efficaces.

Aussi bien dans les établissements du premier que du second degré, les effectifs d'élèves par classe n'ont jamais été aussi importants (30 au CP, 35 en seconde).

La réduction des moyens dans les filières professionnelles avec le regroupement des sections (secrétariat et comptabilité) a limité l'accès des jeunes à ces filières, mettant hors du système scolaire bon nombre de jeunes de plus de 16 ans sans diplôme.

Plutôt que de régler le problème du maintien des élèves en milieu scolaire et d'y mettre les moyens nécessaires avec l'embauche de personnels qualifiés, Manuel Valls demande aux régions de mettre l'accent sur l'apprentissage des jeunes, mais sans mettre à leur disposition les moyens nécessaires. De plus il n'entend rien imposer au patronat quant à l'embauche des jeunes formés.

Régler le problème de l'échec scolaire nécessiterait d'y mettre les moyens. La politique d'affichage de Valls ne va certes pas dans ce sens. Pas étonnant de la part d'un gouvernement qui consacre la plus grande partie de ses ressources à subventionner les capitalistes !

DANS LES ENTREPRISES

ABATTOIR DE PORCS DE SAINT PIERRE : LA LUTTE A PAYÉ

Mardi 15 décembre, les ouvriers travaillant pour les entreprises CCPR, Sica Viande Pays et Sicabat de Saint Pierre (transport, abattage et transformation de porcs) ont déclenché une grève pour l'augmentation de leurs salaires, l'amélioration de leurs conditions de travail et l'intégration des intérimaires ayant travaillé trois ans dans ces entreprises dans leurs effectifs.

Commencée à 2 h 30 du matin, la grève prenait fin le soir même les patrons du groupe ayant accepté de payer les temps de pause et les primes paniers (mesures équivalant à augmenter les salaires de 5 à 8 %) et s'étant engagé à ouvrir des négociations début janvier 2016 sur les autres revendications.

La lutte collective, rien de tel pour faire reculer les patrons !

VINDEMIA CONDAMNÉ POUR NON RESPECT DU REPOS HEBDOMADAIRE

Le syndicat UR974 avait attaqué le groupe Vindemia en justice pour avoir décidé d'ouvrir son magasin Jumbo Score de Sainte Marie le dimanche 16 décembre 2012 au-delà de 13 heures. Le Tribunal de Grande Instance de Saint Denis vient de lui donner raison en condamnant Vindemia à lui verser la somme de 200 000 euros et les astreintes à compter de 2012.

Il aura fallu trois ans pour que justice soit rendue. Les dirigeants de ce groupe capitaliste, premier dans le secteur du commerce, comptaient que leur puissance financière leur permettait de s'asseoir sur les lois et de faire ce que bon leur semble, sans limites.

Pour une fois ils en sont pour leur frais et c'est une très bonne nouvelle !

VEOLIA OU COMMENT TRANSFORMER L'EAU EN FRIC...

Antoine Frérot le PDG de Veolia Environnement (180 000 salariés dans 45 pays – leader mondial du traitement des déchets et de l'eau), interrogé par le journal Les Echos le 18 décembre 2015, a déclaré que son groupe était en pleine expansion aussi bien auprès de ses clients industriels que des communes. Il s'attend à ce que les profits de Veolia explosent dans les années qui viennent. Ils atteignent 500 millions d'euros cette année. Frérot rêve de les voir passer à 800 millions d'euros en 2018.

Les actionnaires ont déjà vu leur part croître en 2015 puisque leurs dividendes ont été augmentés de 4,3 %. Frérot annonce qu'ils le seront de 10 % par an de 2016 à 2018. Une affaire juteuse donc... mais pas pour tout le monde.



En effet les dirigeants de Veolia ont annoncé aux représentants syndicaux lors de la deuxième réunion de NAO pour 2016 que

l'augmentation des salaires serait de zéro pour cent en 2016, après une augmentation dérisoire de 0,3 % en 2015.

Salaires gelés et prix de l'eau en constante hausse, tels sont les ingrédients d'une « bonne gestion capitaliste », mais totalement indigeste pour les travailleurs et les consommateurs !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 8 JANVIER de 8 H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 23 JANVIER de 8 H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 14 FEVRIER de 8 H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 27 FEVRIER de 9 H00 à 10H30

Pour nous contacter :

Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org